

Jean Castex annonce la mise en place d'une «indemnité inflation» de 100 euros pour plus de la moitié des Français

Par [Louis Heidsieck](#) et [Coline Vazquez](#)

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 1 heure

Les 38 millions de Français qui touchent moins de 2000 euros net par mois pourront profiter de cette aide ponctuelle, qui sera distribuée en majorité au mois de décembre.

Sur un sujet aussi sensible que la hausse du prix des carburants, l'annonce était particulièrement attendue. Invité du journal de 20 Heures sur *TF1* ce jeudi soir, Jean Castex a présenté la mesure arrêtée par le gouvernement pour rendre du pouvoir d'achat aux Français face à la flambée des prix aux stations-service. Il a déjoué les pronostics en annonçant la mise en place d'une «*indemnité classe moyenne*» de 100 euros pour les 38 millions de Français gagnant moins de 2000 euros net par mois, et pas seulement pour les automobilistes. «*La seule condition est une condition de ressource*», a précisé le premier ministre, justifiant le seuil de 2000 euros comme étant le salaire médian en France. Cette aide sera distribuée automatiquement, sans que les destinataires n'aient à effectuer de démarche, en grande majorité au mois de décembre.

Avec en toile de fond un éventuel retour des «gilets jaunes» sur les ronds-points, Jean Castex savait le sujet brûlant. Il a voulu se montrer réceptif aux problématiques de pouvoir d'achat, première préoccupation des Français en ce moment. «*La question de l'inflation ne concerne pas que [l'essence], nous devons avoir une approche plus large*», a-t-il ainsi déclaré ce lundi soir.

Dans le détail, le dispositif retenu concernera les salariés (qui recevront l'enveloppe sur leur fiche de paie de décembre, via leur employeur), les indépendants (via l'Urssaf), les chômeurs et bénéficiaires des minima sociaux (via Pôle Emploi) ou encore les retraités (pour ces derniers, l'aide versée par les caisses de retraite concernera les pensions inférieures à 1943 euros). Les salariés devraient profiter de ce bonus fin décembre 2021, les employés de la fonction publique en janvier 2022 et les retraités un peu plus tard en février 2022. «*Nous allons faire le maximum pour que cela arrive vite*», a affirmé Jean Castex. «*Ce sera le salaire du mois d'octobre qui servira de base pour les entreprises afin de déterminer quels salariés sont éligibles*», précise Matignon.

En tout, cette aide ponctuelle coûtera 3,8 milliards d'euros à l'État. Le Premier ministre a assuré que l'Etat était capable d'absorber cette nouvelle dépense sans dépasser son objectif de déficit de 5% pour 2022.

Plusieurs possibilités

Le gouvernement a donc choisi un dispositif facile et rapide à mettre en place, au travers d'un barème unique. Plusieurs scénarios étaient envisageables pour réduire le coût du carburant à la pompe. Le chèque carburant, dont la définition des critères relevait du casse-tête, a donc été écarté. Tout comme la baisse des taxes, dispositif rapide et efficace mais extrêmement coûteux pour l'État, autour de 2,5 milliards d'euros par an pour une réduction de 5 centimes comme l'a estimé Bruno Le Maire. D'autres mesures, comme la fameuse TICPE flottante ou le dispositif employeur n'ont pas porté leurs fruits ces dernières années et ne portaient pas avec les faveurs des pronostics.

À voir aussi - Le prix du gaz sera bloqué «toute l'année 2022», assure Jean Castex

Le blocage des prix du gaz maintenu en 2022

Jean Castex a également rappelé les précédents dispositifs d'aide mis en place par le gouvernement dont le «bouclier tarifaire», adopté par l'Assemblée nationale le 14 octobre et qui consiste en un gel des tarifs réglementés du gaz et une limitation à 4% du tarif réglementé de l'électricité début 2022. Un *«blocage qui concernera toute l'année 2022»*, a annoncé le premier ministre, ce lundi. *«Le 30 septembre dernier, je vous ai dit que nous pensions (l'arrêter) fin avril. Les experts nous indiquaient qu'à partir d'avril, les tarifs commenceraient leur décrue. Aujourd'hui, les experts nous disent que cette décrue interviendra mais sera plus lente donc nous avons pris nos responsabilités en maintenant les blocages des prix sur tout le long de l'année 2022»*, a-t-il expliqué.